

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article320>



L'idée de Constituante progresse encore !

- Actualité Evènements-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : mardi 28 septembre 2010

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits
réservés

Dans sa résolution des 25 et 26 septembre, la coordination nationale des alternatifs appelle à la démission immédiate du Président Sarkozy et de son gouvernement et à la dissolution de l'Assemblée Nationale. Elle demande l'élection d'une assemblée constituante permettant la mise en place de nouvelles institutions démocratiques. Elle estime qu'un large rassemblement doit se constituer sur ces objectifs. C'est, après la prise de position nouvelle de Jean-Luc Mélenchon à la fête de l'Humanité, le deuxième appel d'organisation en faveur d'une Constituante.

L'Association pour une Constituante, qui agit depuis plus de deux ans pour cet objectif, voit, dans ces prises de positions, un progrès sensible et positif en faveur de ses thèses.

Il y a là, en effet, une évolution considérable par rapport à la situation qui prévalait après le référendum du 29 mai 2005 et qui a sans doute empêché que se développe une dynamique populaire à l'issue du scrutin. À l'époque, les mots d'ordre étaient strictement partisans, focalisés sur l'élection présidentielle, chaque groupe tentant de récupérer un résultat qui appartenait avant tout au peuple. Les thèmes rassembleurs –démission du Président de la République, dissolution de l'Assemblée nationale- qui, à ce moment là, auraient permis d'amplifier la dynamique, n'étaient pratiquement pas évoqués. Quant au mot Constituante, les rares qui l'ont évoqué depuis ne le considéraient que sous la forme d'un processus constituant européen, ce qui revenait à se soumettre à la logique de Bruxelles pour définir les modalités de la démocratie, à considérer que les peuples qui composaient l'espace européen étaient déjà hors jeu alors même qu'on s'appuyait paradoxalement sur les votes souverains des peuples français et néerlandais.

Ce dévoiement du résultat référendaire, l'incapacité qui en résultait à mobiliser le peuple même qui s'était exprimé, ont ouvert la voie à la remise en cause de son vote, au mépris de sa volonté et donc au traité de Lisbonne.

L'Association pour une Constituante a, depuis lors, proclamé que seule la volonté des peuples pouvait permettre de sortir du carcan institutionnel et du magma politique dans lequel étaient enfermés les citoyens, que cette volonté devait remettre en cause la règle du jeu politique alors même que les classes dirigeantes abandonnent la démocratie. Plus que jamais, cet objectif s'impose : seule l'élection d'une assemblée constituante au suffrage universel direct permettra de sortir de l'impasse politique où se trouve la démocratie française.

L'Association pour une Constituante se félicite qu'au-delà des intérêts légitimes et partisans des uns et des autres, l'idée progresse. De toutes façons, elle n'aura de sens que par le rassemblement des citoyens, dans leurs différences, mais dans leur intérêt commun, exprimés par leurs cahiers de doléances et par leurs cercles locaux pour réaffirmer ce bien commun : la souveraineté populaire.